



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Agression à Nice

Question au Gouvernement n° 1239

Texte de la question

AGRESSION À NICE

Mme la présidente . La parole est à M. Éric Ciotti.

M. Éric Ciotti . Vendredi dernier, au cœur de Nice, une dame âgée de 90 ans a été sauvagement agressée chez elle, et violée.

Ce drame, cette attaque, a suscité une immense émotion. Je pense à cette vieille dame, toujours hospitalisée et pour quelques jours encore. Je pense à sa famille. Je veux lui dire notre soutien et notre émotion.
(Applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN ainsi que sur quelques bancs des groupes SOC et Dem.)

Je vois que personne n'applaudit face à l'émotion que suscite ce drame. (*« Si ! » et exclamations sur divers bancs.*)

Peut-être parce que l'auteur présumé de cet acte de barbarie, qui a forcé sa porte à quatre heures du matin, était un ressortissant en situation irrégulière ? Il faisait l'objet depuis le 11 janvier d'une OQTF, avec assignation à résidence.

Mme Caroline Parmentier . Exactement ! Voilà !

Mme Christine Arrighi . C'est pour ça que vous en parlez ? Franchement !

M. Éric Ciotti . Il n'aurait jamais dû être dans la nature. Comme l'assassin de Lola. Comme l'assassin de Philippine.

En France, seule une OQTF sur dix est exécutée. (*Exclamations sur les bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*) En 2024, 130 000 OQTF ont été prononcées, pour à peine 15 000 exécutions. Ces chiffres soulignent votre impuissance coupable. Votre responsabilité est engagée.

Mme Sandrine Rousseau . C'est de la récupération politique !

M. Éric Ciotti . Les places en centres de rétention administrative manquent. À quand ces constructions ? La durée de la rétention reste beaucoup trop courte. À quand la loi annoncée ? Votre incapacité à expulser est une incapacité à protéger. Monsieur le premier ministre, qu'attendez-vous pour agir ? (*« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs des groupes UDR et RN.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Si, tout le monde applaudit pour soutenir cette victime et sa famille. (*« Non ! » sur les bancs des groupes RN et UDR.*) Au nom du gouvernement de la République, je veux lui dire toute notre compassion. (Applaudissements soutenus sur de nombreux bancs des groupes EPR, LFI-NFP, SOC, DR, EcoS, Dem, HOR, LIOT et GDR.)

Si ces bancs ne vous ont pas applaudi, monsieur Ciotti, c'est qu'on vous voit importer votre campagne municipale dans cet hémicycle en faisant le recel du malheur de cette famille. (*Mêmes mouvements. - Vives protestations sur les bancs des groupes RN et UDR..*)

Monsieur le président Ciotti, puisque vous nous appelez à agir, pourquoi, dans une heure, allez-vous censurer le budget... (*Vifs applaudissements sur de nombreux bancs des groupes EPR, DR, Dem, HOR, et LIOT ainsi que sur plusieurs bancs du groupe SOC. - Mme Claire Lejeune fait signe aux députés du groupe LFI-NFP de cesser d'applaudir.*)

M. Emeric Salmon . Parce qu'il est nul, votre budget !

M. Sébastien Lecornu, premier ministredu ministère de l'intérieur - 1 600 postes de policiers supplémentaires pour cette année ! -, du ministère de la justice, du ministère des armées ? Plutôt que de bloquer, plutôt que d'entraver, qu'attendez-vous pour agir ? (*Mêmes mouvements.*)

M. Emeric Salmon . Ce n'est pas à la hauteur !

Mme Caroline Parmentier . Scandaleux !

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Monsieur le président Ciotti, vous entendre tenir ce double discours, vous voir faire le recel de cette émotion, alors que nous prenons nos responsabilités pour donner des moyens aux policiers et aux gendarmes, est insupportable ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR DR et Dem. – Brouhaha.*)

J'ai porté l'uniforme de la gendarmerie, alors halte à cette petite politique ; prenez enfin vos responsabilités ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe EPR, dont certains députés se lèvent, sur les bancs du groupe Dem et sur quelques bancs du groupe DR. – Vives protestations sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Éric Ciotti](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (1^{re} circonscription) - Union des droites pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1239

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 janvier 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 janvier 2026